



CIBLE

Huchon

Là, j'en suis resté assis. Je savais notre classe politique fort oublieuse de l'histoire de notre pays et des équilibres séculaires qui ont fait la République.

Pourtant, j'ignorais qu'un âne, énarque de surcroît, aurait été capable de sortir une telle sottise. Monsieur Huchon, pâle président de la région Île-de-France, vient de nous en livrer une bien bonne.

Transformer notre République *une et indivisible* en état fédéral... Selon l'exemple... Allez, devinez ! De nos amis allemands.

Alors de deux choses :

L'une : ce pauvre Huchon n'a rien appris de la différence fondamentale (et irrémédiable) entre les conceptions française et allemande de la Nation.

L'autre : il veut tellement complaire au tout-venant de la haine de la France qu'il ne rêve rien de mieux que de nous voir appliquer un système, par ailleurs excellent pour l'Allemagne compte tenu de son passé et de son évolution mais parfaitement inconciliable avec ce que la France est et a toujours été.

Hé Huchon ! La République française, tu connais ?

Euro

Ouvrir enfin le débat !

Religion

**Les chrétiens
d'Orient**

p. 6/7

Idées

**Pierre
Nora**

p. 9

La fin du tabou ?

Le dossier que *Marianne* ⁽¹⁾ a consacré à la sortie de l'euro fera date. Alors que la droite et la gauche oligarchiques répètent sur tous les tons que la dénonciation de la monnaie unique est la marque de l'extrême droite, c'est au contraire Marine Le Pen qui est débordée par un très vaste courant.

Ils s'affolent ! Les gens de la gouvernance hollandiste ont pris bonne note de tendances qui les inquiètent : un Français sur trois en favorable à ce que « *la France sorte de la zone euro et repasse au franc* » selon un sondage d'Ispos/Steria de janvier 2014 et parmi eux, la moitié des ouvriers et la moitié des jeunes adultes (35-49 ans). D'ordinaire, les sondages provoquent d'intenses débats médiatiques mais les directeurs de l'opinion publique ont décidé que la confrontation démocratique sur l'euro était inopportune.

Cette discrète décision sur l'inopportunité ressemble fort à une censure. Alors que la gent médiatique se réjouit lorsque les tabous (sexuels) sont brisés, elle protège religieusement ce qu'Emmanuel Todd appelle le veau d'or. Mais le silence protecteur ne suffit plus. Début février, la gauche oligarchique a lancé une violente offensive contre les adversaires de l'euro. Par l'amalgame, par l'insulte, il s'agit de les diaboliser. Pierre Moscovici affirme que Jacques Sapir est d'extrême droite. (2) Jacques Julliard écrit

(3) que « *la sortie de l'euro, c'est l'entrée de Marine Le Pen au gouvernement.* » Et les attaques se multiplient contre Daniel Schneidermann qui, entre autres crimes, a organisé en juin dernier un débat sur l'euro entre Jacques Sapir et Jean-Luc Mélenchon.

Dans cette campagne, l'odieux le dispute au ridicule. La lecture du numéro précité de *Marianne* prouve que les principaux adversaires de l'euro ne se trouvent pas à l'extrême droite mais forment un parti de l'ombre où se retrouvent des citoyens qui viennent de la droite et de la gauche classiques. Banquier d'affaires, Philippe Villin dit qu'il faut « *tuer cette funeste monnaie* » parce que « *sans dévaluation, la France ne peut pas retrouver sa compétitivité avec l'Europe rhénane pour la grande exportation.* » Après avoir dénoncé le transfert de souveraineté monétaire en Allemagne, Emmanuel Todd est beaucoup plus radical : « *une sortie de l'euro provoquerait certes une désorganisation temporaire mais, surtout, des effets économiques bénéfiques et rapides, avec en prime une révolution*

sociale, le nettoyage d'élites mal formées, vieillissantes, archaïques, quelque chose de comparable à ce qui s'est passé en 1945. » L'entretien accordé par l'éminent économiste qu'est André Orléan est à lire très attentivement. J'en retiens la conclusion : « *... la sortie de l'euro n'est pas, à mes yeux, une fin en soi. Elle n'a d'intérêt que si elle s'accompagne de mutations politiques et sociales en rupture avec la logique néolibérale. Par ailleurs, s'il existait en France une volonté majoritaire pour sortir de l'euro actuel, elle devrait impérativement se tourner vers nos partenaires pour les convaincre de repenser en commun le cadre de notre coopération.* »

Les oligarques diront : « *ce ne sont que des intellectuels* », alors que Jacques Sapir, Emmanuel Todd et André Orléan sont des chercheurs de premier plan, de même que Frédéric Lordon qui a publié dans *Le Monde* diplomatique d'août 2013 un article mémorable sur la nécessaire sortie de l'euro. Ces chercheurs ont une forte influence, soulignée par Aude Lancelin qui montre que «

toute une génération nouvelle se lève en effet à gauche, de Cédric Durand, économiste de 39 ans, à Aurélien Bernier, même âge et auteur ce mois-ci de la Gauche radicale et ses tabous (Seuil) » pour dénoncer l'idéologie dominante. Il faut ajouter qu'au Parti de Gauche et au Parti communiste, nombreux sont les militants qui rejettent désormais l'euro.

Ce sont des minorités ? Il s'agit au contraire d'une lame de fond : le blog de Jacques Sapir a reçu plus de 740 000 visites en 2013 - auxquelles il faut ajouter les reprises sur d'autres sites et blogs - et le site RussEurope a reçu 19 000 visites en deux jours et des centaines de messages de solidarité, après l'insulte proférée par Pierre Moscovici. La *reductio ad hitlerum* a lamentablement foiré.

Sylvie FERNOY

(1) Numéro 876, du 31 janvier au 6 février 2014.

(2) <http://russeurope.hypotheses.org/1940>

(3) <http://www.bertrand-renouvin.fr/la-fiction-europeenne-de-jacques-julliard-chronique-92/>

Patrick GERMAIN

LE ROI LÉGITIME
BOURBONS OU ORLÉANS

L'impossible querelle dynastique entre cousins

Avant-propos de Monseigneur le comte de Paris



SOMMAIRE

- P2 : Euro : La fin du tabou ? - P3 : Euro : Sale temps pour la BCE - Écho des blogs - P4 : Gaz de schiste : L'éternel retour ! - P5 : UE-USA : Transatlantiques en solitaires - Brèves - P6/7 : Religion : Le Proche-Orient a besoin des chrétiens - P8 : Société : Politique Blanche - P9 : Idées : La France à la recherche d'elle-même - P10 : Livres : Gagner sa servitude ? - P11 : Phynances - Internet - Adhésions - P12 : Éditorial

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Sale temps pour la BCE

Il n'y a pas que sur le territoire européen que les tempêtes soufflent. La décision prise par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe pourrait bien réveiller le monstre de la crise monétaire un instant assoupi.

Revenons à la source. Il y a un peu plus d'un an de cela, la crise des dettes souveraines des pays du sud avait amené l'euro au bord du gouffre. Pour museler la spéculation qui faisait s'envoler les taux d'intérêts, la Banque centrale européenne avait agité la menace de racheter les obligations des États « gênés » en nombre sur le second marché de la dette. Ce système de rachat d'obligations, dit OMT « Outright Monetary Transactions » avait entraîné une détente très nette des taux d'intérêt des dettes souveraines du sud. Il est à noter qu'Angela Merkel ne s'y est pas alors opposée tant que les États bénéficiaires faisaient des efforts budgétaires (entendez : soumettent leurs peuples à une implacable austérité).

Le souci, c'est que cette seule possibilité d'intervention de la BCE a mis en fureur la banque centrale d'Allemagne. En effet, si l'on s'en tient aux textes, son rôle n'est en aucun cas de venir au secours d'États défaillants. La Bundesbank avait donc, fin 2012, porté l'affaire devant la Cour de Karlsruhe connue pour sa lutte de toujours contre les empiètements de l'Europe sur la politique allemande.

Attendue depuis 2013, la décision est enfin tombée le 7 février 2014. La Cour rappelle un certain nombre de principes comme celui du no-bail-out, c'est à dire l'interdiction faite à la BCE de

racheter des titres de dettes directement. Pour les juges allemands, il s'agit là d'une politique économique alors que la banque centrale ne doit s'occuper statutairement que de la stabilité des prix et de la consolidation de la zone euro. Les juges de Karlsruhe sont d'avis que la BCE a ainsi outrepassé son mandat et que les OMT sont partant entachés d'illegalité. Pourtant, elle s'en remet aux juges de la Cour de Justice de l'Union européenne pour prendre une position définitive... Voilà qui est curieux. Les Allemands comptent évidemment que la CJUE leur donnera raison et dans ce cas s'en serait fait de la dernière digue empêchant la crise finale de la zone euro.

Questions :

1) Est-il normal que les Allemands soient les seuls à toujours décider de ce qui doit ou non se faire ? Certes non.

2) Comment la BCE s'y prendra-t-elle pour sauver l'euro s'il lui devient difficile de lutter contre la spéculation ? Là, mystère.

3) Et au delà de cela, la cour de Karlsruhe annonce qu'elle se prononcera sur la constitutionnalité du Mécanisme Européen de Stabilité.

Cette fois, une réponse négative entrainerait la chute certaine de la monnaie unique. Attendre et voir...

Charles GUÉMÉNÉ

Pour une réforme des banques !

De la santé de l'économie étasunienne à la récession, du constat d'allégeance du pouvoir politique aux grandes banques, en évoquant également la NSA, l'usage des stupéfiants en salle de marché, le fiasco de l'UE...

Sous le titre *Réfléchissons ensemble*, ThinkerView (1) propose l'écoute d'une passionnante table ronde avec Hervé de Carmoy, président chez Meridiam, Olivier Berruyer, actuaire en assurance, Olivier Delamarche, président chez Platinum gestion et Philippe Béchade, chroniqueur de l'actualité macroéconomique.

Tous s'accordent sur la santé de l'économie étasunienne. La relance de l'économie est atone contrairement aux annonces faites. La destruction d'emplois continue. Si le taux de chômeurs s'est officiellement stabilisé c'est qu'il ne tient pas compte du retrait des statistiques des demandeurs d'emploi lassés de ne rien obtenir. Il y a eu un million de radiés volontaires au dernier trimestre 2013. De ce fait le taux des sans-emploi annoncé à 7 % est à près de 18 %. L'activité est maintenue grâce à un endettement massif via la planche à billets de la FED.

Il faut aujourd'hui créer six dollars de dettes aux USA pour produire un point de croissance. Et si l'exploitation du gaz de schiste est encore un facteur positif pour produire une énergie bon marché, il l'est au prix d'immenses pertes masquées pour limiter une dépréciation des actifs. En effet la rentabilité s'est avérée d'une durée limitée, tout au plus de deux ou trois ans par puits. Aucun nouveau gisement n'est ouvert. Le prix qui était de 10 dollars en 2008 est tombé à 3,60 dollars avec un coût d'extraction de huit. Tous s'accordent sur une fin prochaine de l'aventure du gaz de schiste, les compagnies

pétrolières masquant leur échec pour céder au plus vite l'activité.

Abordant ensuite la finance globalisée, tous soulignent la distorsion entre le métier originel d'une banque qui est de financer l'économie et celle de casino qu'elle pratique. En effet 30 à 40 % de leurs ressources sont générés par des activités en salle de marché nécessitant peu de moyens humains et surtout un gain immédiat. Chaque jour il est échangé dans le monde pour 70 milliards de biens et de marchandises. En comparaison les flux financiers représentaient 3 000 milliards en 2007 et 5 200 milliards en 2013. Dans ces mouvements de capitaux les dérivés sur devises et sur dettes représentent une part déterminante et cela dans l'amnésie totale de la crise des *subprimes* de 2007...

Alors pourquoi la régulation promise ne voit-elle pas le jour ? Tous reconnaissent la mainmise des grands banquiers sur le pouvoir politique. Il y a une connivence et une consanguinité dans l'exercice des deux métiers. Les conseillers qui œuvrent à Bercy sont pour la plupart issus de Polytechnique ou de l'inspection des finances. Ils font le va et vient entre emploi d'État et emploi privé. Ce contexte est commun à la France et aux USA. La solution est bien sûr politique. Le gouvernement doit imposer un rapport de force aux banquiers. Reste à espérer voir venir le dirigeant politique qui aura la volonté d'affronter ce corps financier enfermé dans la doctrine ultra-libérale pour mieux s'enrichir au dépend bien sûr de l'intérêt général.

François ENNAT

L'éternel retour !

Fermez la porte, il revient par la fenêtre. Mais il a changé : entre désillusion des exploitants, enthousiasme des industriels et discordances entre ministères, le dossier du gaz de schistes plonge dans l'incohérence.

D'un côté en effet on apprend que les réserves estimées dans les différents pays sont beaucoup moins grandes et plus coûteuses à extraire que prévu, au point que *Le Monde* (16 janvier) nous parle du dégrisement polonais et de la fin de l'eldorado américain ; de l'autre les pressions reprennent en France où les industriels et certains ministres, Arnaud Montebourg en tête, tentent d'en faire autoriser l'exploration au prétexte de nouvelles méthodes *écologiques* (usage du fluoropropane). Un peu perdu, le lecteur se demande quelle est la logique de tout ceci. Alors, naviguons un peu sur la toile (voir l'excellent blog *oil man* de Matthieu Auzanneau) pour tenter de comprendre les raisons de ces contradictions surprenantes.

De raisons il me semble en voir **deux principales**.

La première, c'est la panique qui saisit un gouvernement à l'œil rivé sur ses indicateurs de croissance et de chômage et qui voit poindre la pénurie, donc le renchérissement du pétrole du fait de la fin de l'exploitation facile. Le pic pétrolier, si l'on considère les extractions conventionnelles, est derrière nous, et l'augmentation (voire le simple maintien) du niveau de production est maintenant assuré par les extractions non conventionnelles : gaz de schiste, pétrole offshore arctique,

et autres produits bitumeux. Nous nous dirigeons vers une ère de pétrole cher, donc vers de nouvelles difficultés économiques et industrielles. Sauf à changer de modèle économique, ce dont notre gouvernement socio-(ultra)libéral ne veut pas entendre parler : le torpillage organisé de la transition énergétique, (1) avec la bénédiction de tous les acteurs socio-économiques (MEDEF, gouvernement, syndicats) en est la démonstration éclatante. (2) Il reste alors une seule solution pour que tout s'améliore sans que rien ne change : trouver de nouvelles ressources en hydrocarbures, si possible nationales. Il faut reconnaître à Arnaud Montebourg, outre la constance de ses positions, la logique de ses propos : pas de *redressement économique* dans le système actuel sans énergie abondante et bon marché, donc sans exploitation des gaz de schiste, une des dernières ressources relativement accessibles. Dans ces conditions, quel qu'en soit le coût économique, social ou écologique, toute exploitation sera bienvenue.

La seconde, c'est le fait que les compagnies pétrolières sont évaluées en bourse non seulement sur leurs bilans, mais aussi sur leurs portefeuilles de réserves garanties. Or celles-ci baissent inéluctablement. Alors, celui qui peut se vanter d'être *exploitant exclusif* des réserves théoriquement immenses du gaz de schiste peut voir l'avenir

boursier en rose, au moins tant que ces châteaux en Espagne ne sont pas révélés pour ce qu'ils sont, comme en Pologne. Nous voici donc otages des Majors qui doivent impérativement posséder dans leurs portefeuilles des permis d'exploitation, simplement pour éviter leur effondrement en bourse. Qu'importe alors la réalité des choses, les difficultés de l'extraction, la rentabilité (de toute façon les gouvernements effaceront les ardoises) et les dégâts sur l'environnement du moment que les actionnaires sont contents.

À propos, du point de vue environnemental, qu'en est-il des méthodes mirobolantes que l'on nous dévoile ? Et ce fameux fluoropropane, (3) de quel chapeau sort-il ? Rien de très encourageant. Il est produit (exclusif, très cher) par une société américaine qui en a évalué elle-même les effets (tous les tests proviennent de la même source) sans qu'aucun chercheur indépendant y ait été convié ; par ailleurs son usage aboutit au renchérissement d'une méthode d'extraction déjà aux limites de la rentabilité. Quant à lui, il n'a rien de bien révolutionnaire : on utilise déjà le propane pour extraire les gaz de schiste, mais avec les risques que présente la manipulation d'un gaz hautement inflammable dans une activité industrielle exercée sur des régions habitées. Le fluoropropane, comme les composés carbone-fluor (le fréon par exemple) est ininflammable, et

serait sûr de ce point de vue. Mais quid des autres ? Effet de serre, couche d'ozone (on nous affirme que non, mais testé par qui ?), dissémination dans l'environnement (quels effets biologiques ?), pour le moment tout est à étudier. Quant aux autres risques liés à l'extraction, à l'exception peut-être des infiltrations dans les nappes phréatiques, ils restent inchangés par rapport à la fracturation hydraulique. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il reste du travail d'expérimentation à faire avant de savoir si le remède n'est pas pire que le mal. Pas étonnant que les écologistes en fassent un *casus belli*. (4)

Alors, que conclure ? Que rien n'a vraiment changé et qu'il est toujours urgent d'attendre. Certes les arguments sur la pénurie énergétique sont à considérer, car il sera impossible de réaliser sans dégâts sociaux une transition vers l'énergie chère si l'on ne veut rien changer au fonctionnement de nos sociétés. De fait, si l'on pouvait trouver des méthodes réellement efficaces et non polluantes, pourquoi pas ? Mais à la condition que les ressources nouvelles soient utilisées pour favoriser cette transition d'un modèle économique à l'autre ; pas pour bénéficier d'un sursis avant d'arriver dans le mur. Or c'est bien de cela qu'il s'agit dans l'esprit d'un Montebourg : ne changeons rien, gagnons du temps, on verra bien ensuite, une fois le gaz de schiste (très vite) épuisé.

François VILLEMONTAIX

(1)<http://www.transition-energetique.gouv.fr/>

(2)<http://petrole.blog.lemonde.fr/2013/06/21/allies-medef-et-syndicats-ont-fait-voler-en-eclat-le-debat-sur-la-transition-energetique/>

(3)<http://www.journaldelenvironnement.net/article/gaz-de-schiste-montebourg-tente-un-ballon-d-essai-gonfle-au-fluoropropane,42241>

(4)fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAEA0U01V20140131

Transatlantiques en solitaires

Les politiciens américains sont en panne d'idées. Les politiciens européens sont privés d'inspiration. Ils n'ont rien à se dire.

Quand, Hollande va aux États-Unis le 11 février et rencontre Obama, que peuvent-ils bien se raconter ? Quand Obama viendra à Bruxelles le 26 mars à la veille des élections européennes, quel peut être son message ? La modestie du discours annuel sur l'état de l'Union le 28 janvier cachait mal le manque d'ambition du président américain pour ce second mandat. On se rappelle qu'à un certain moment de la campagne (le premier débat télévisé avec son adversaire républicain Mitt Romney), il était apparu sans combativité, presque amorphe, indifférent. Il s'était repris ensuite mais les causes structurelles de son abattement, de ses frustrations, n'ont pas disparu. Le président des États-Unis n'est pas un *Deus ex machina*. Le régime de séparation des pouvoirs l'oblige à tout négocier avec le Congrès, même si son parti y bénéficie de la majorité, a fortiori s'il y est en minorité.

La poussée à droite des élections de mi-parcours en 2010 devrait être amplifiée en novembre 2014. Il est vraisemblable que le parti démocrate, déjà en minorité à la Chambre des Représentants, perdra sa légère avance au Sénat qui basculera à droite. Cela ne préjuge pas des chances d'un (ou une) démocrate à l'élection présidentielle de 2016, surtout si la candidate était Hillary Clinton, car conservateurs et centristes, populistes et pragmatiques, s'opposent entre eux au sein de la droite. Même ceux qui sont considérés à l'extrême de l'échiquier

politique, le *Tea party*, recourent des sensibilités fort diverses. Reste que Hillary présidente se retrouverait face à un Congrès hostile en proie aux mêmes blocages institutionnels.

Roosevelt, Kennedy, Reagan, Hillary Clinton, Obama ont inspiré des fournées de dirigeants politiques français : Tardieu, Lecanuet, Chirac, Ségolène Royal et finalement un éventuel Obama français, espoir introuvable d'une France de la 2^e ou 3^e génération issue de l'immigration. Certains voient même le spectre du *Tea party* derrière les manifestations de droite dans les rues de Paris ou de Lyon : pour la famille traditionnelle, contre les charges excessives, contre l'interventionnisme d'un État hyper réglementaire.

Ces parallèles trouvent vite leurs limites. Marine Le Pen ne passe pas Outre-Atlantique ; l'U.M.P. ne sait pas choisir entre le parti démocrate et le parti républicain ; ce qui passe pour la gauche en Amérique est la plupart du temps trop à droite pour les mentalités françaises, par exemple en matière de liberté du travail, de libre-échange, de choix individuel de santé ou d'éducation, de mépris pour la fonction publique ou le service public. À l'inverse, nos polémiques contre le voile islamique, notre antisémitisme invétéré (vérité d'évidence de la France vue d'Outre-Atlantique) et notre laïcité contraire à la liberté religieuse choquent tout un chacun en Amérique, disqualifiant notre extrême droite.

Notre système politique en revanche ne présente pas les mêmes

dysfonctionnements, plusieurs cohabitations ayant eu raison du conflit constitutionnel notamment entre un président de gauche et un Parlement à droite, situation qui pourrait à nouveau nous pendre au nez en 2017 (l'inverse est moins probable).

Deux conséquences : la première est que les débats partisans respectifs en Europe et aux États-Unis n'ont plus grand-chose à voir les uns avec les autres. Quoi qu'on en ait, il n'y a pas de vague collective pour ou contre le capitalisme comme au temps de Roosevelt dans un sens, de Reagan dans l'autre. Les idées américaines vont flotter en l'air, tandis que les Européens vont « nombri-liser ». Ce n'est pas idéal dans un espace supposé mondialisé.

Seconde conséquence dont on a plus l'habitude : une incompréhension grandissante entre les deux processus de prise de décisions en matière de relations internationales. Le hiatus récent entre la prudence d'Obama au Moyen-Orient, par exemple, face aux impulsions du couple Hollande/Fabius en pointe sur ces sujets ne serait pas nécessairement corrigé par l'arrivée à la Maison Blanche d'une battante comme Hillary Clinton. Capable de mener une politique bipartisanne unissant les faucons des deux camps politiques du Capitole, elle susciterait autant de réticences auprès des décideurs français revenus sous une forme ou une autre à une situation de cohabitation.

Yves LA MARCK

Brèves

Côtes d'Ivoire

C'est une décision importante qui répond à l'engagement qu'avait pris le président de la République **Alassane Ouattara** de donner un statut aux autorités traditionnelles à la mesure de leur rôle social dans la société ivoirienne. Un projet de loi reconnaît un cadre légal affirmé aux rois et chefs traditionnels et permet de *dire qui est roi ou chef traditionnel et à quoi il peut avoir droit de la part de l'État*.

France

Madame la Duchesse de Vendôme, est dans l'attente d'un heureux événement pour cet été. Le bébé de la princesse **Philoména** et de S.A.R. le Prince **Jean de France** sera le dixième des petits-enfants du Chef de la Maison Royale de France, **Monseigneur le Comte de Paris** et de **Madame la Duchesse de Montpensier**.

Italie

Les deux branches rivales de Bourbon-Siciles annoncent qu'elles ont signé un accord mettant fin à la guerre de succession au trône des Deux-Siciles. Les deux Princes partageront le leadership de la famille et au décès des deux, la succession finale reviendra à la branche de **Charles Duc de Calabre**, Infant d'Espagne et époux d'**Anne d'Orléans**.

Libye

Selon le site *Margharebia*, un débat a actuellement lieu en Libye quant à la meilleure forme de gouvernement pour le pays. Certains citoyens souhaitent un retour à la monarchie sous l'autorité de l'héritier du roi Idris, le prince **Mohammed Hasan al-Rida al-Senussi**. « *Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est le développement du pays, sa stabilité, sa reconstruction et son unité* », affirme Me Mansour al-Ramli, un avocat de 34 ans. « *Je suis favorable au retour du prince, parce qu'il me paraît le mieux placé du fait de sa loyauté.* »

KERDEVY

Le Proche-Orient a besoin des chrétiens

Depuis le Printemps arabe de 2011, les médias occidentaux se préoccupent du sort des chrétiens d'Orient dont ils annoncent régulièrement la disparition. Qui sont ces chrétiens et leur avenir est-il menacé ? Avec Jean-Marie Tissier, historien, délégué de l'Œuvre d'Orient, tentons d'y voir plus clair.

Royaliste : *Que recouvre exactement l'expression « chrétiens d'Orient » ?*

Jean-Marie Tissier : Si je voulais être provocateur, je vous dirais que les chrétiens d'Orient n'existent pas. Un copte ou un maronite se présentera d'abord comme tel. Il ajoutera peut-être qu'il est Égyptien ou Libanais, mais il ne vous dira jamais qu'il est un chrétien d'Orient. Il faut d'abord rappeler que ces chrétiens d'Orient trouvent leur origine dans l'action évangélisatrice à la suite du Christ des apôtres et de leurs disciples. En 451 au concile de Chalcédoine lorsqu'on établit la liste des Patriarcats, quatre sur cinq sont situés dans la partie orientale de l'Empire romain: Constantinople, Alexandrie, Antioche, Jérusalem. Mais les Chrétiens d'Orient se recrutent aussi hors des frontières de l'Empire, en Perse ou en Arménie. Dès le V^e siècle ils se divisent à cause des querelles christologiques.

Si le Christ est Dieu et homme comment ces deux natures se combinent-elles ? Des différentes réponses apportées naîtront différentes Églises. Les Perses,

nestoriens, insistent sur la dimension humaine du Christ, arméniens, coptes et syriaques orthodoxes, *monophysites* sur la nature divine. Les Melkites et les Maronites, *duophysites* insistent sur l'existence de deux natures égales sans séparation ni confusion. Mais les affrontements politiques qui ont divisé l'empire byzantin et dressé Syriens et Égyptiens contre le pouvoir grec, les oppositions entre écoles de théologie (Antioche et Alexandrie en particulier), la volonté des chrétiens de Perse ou d'Arménie de ne pas apparaître comme des auxiliaires de l'Empire romain expliquent aussi ces ruptures. Ces divisions faciliteront la conquête musulmane.

Royaliste : *Comment réagit Rome face à ces querelles christologiques ?*

Jean-Marie Tissier : Rome est aux côtés du patriarcat de Constantinople. C'est bien plus tard en 1054 que Rome et Constantinople se fâchent. Mais la vraie rupture se fait en 1204 lorsque les croisés emmenés par Venise soutiennent un candidat à la couronne impériale contre

un autre, s'emparent de la ville puis, faute d'être payés pour leurs services, s'en emparent une deuxième fois, la pillent et créent un Empire latin d'Orient qui durera jusqu'en 1261. Pour le monde orthodoxe chalcédozien c'est une blessure insupportable. En réalité, au-delà des querelles théologiques qui les ont opposés, ce sont deux mondes qui ne se sont plus compris et qui ont fini par s'affronter.

Royaliste : *Comment les chrétiens d'Orient réagissent-ils à l'arrivée des croisés ?*

Jean-Marie Tissier : Rappelons d'abord que les croisades s'étendent sur deux siècles (1095-1291). Ainsi, les relations iront de la surprise à la déception voire à la franche hostilité. Ainsi les croisés avaient promis allégeance à l'empereur. Tout territoire conquis lui reviendrait. Une fois en Orient, ils oublient leur promesse. Les clergés locaux sont chassés de leurs églises et considérés comme hérétiques. Étonnez-vous après cela que Constantinople ait applaudi à la reprise de Jérusalem par Saladin en 1187. Cependant, lors de la septième croisade, Louis

IX noue des liens étroits avec les Maronites et ces liens entre les Maronites et la France le sont toujours demeurés. Reste qu'après les Croisades, de nombreux chrétiens bien que sujets de second rang en terre musulmane (*dhimmis*) se réjouissent du départ des croisés. Beaucoup se convertissent à l'islam.

Royaliste : *Quand les contacts entre l'Église latine et les chrétiens d'Orient reprennent-ils ?*

Jean-Marie Tissier : Ont-ils jamais cessé ? Dès 1438, il y a le fameux concile de Florence qui aboutit à la proclamation de l'union entre Rome, Constantinople et l'Église copte. Mais cette union proclamée reste sans lendemain. Elle passe aux yeux d'une bonne partie des clergés et des populations orientales comme une capitulation devant Rome. Certains dans la *Deuxième Rome* préfèrent passer sous la domination turque et musulmane (Constantinople tombe en 1453) que de se soumettre. Et ce sentiment de rejet est partagé par les Coptes. Le XVI^e siècle marque un tournant. Il voit naître ce que les orthodoxes vont appeler péjorativement l'uniatisme. L'Église catholique après le choc de la Réforme protestante et le Concile de Trente retrouve des élans missionnaires. Les populations chrétiennes d'Orient placées sous l'auto-

rité ottomane s'inquiètent de leur sort et voient leur nombre encore diminuer. Des prélats et des fidèles aspirent alors à un rapprochement avec Rome. L'Empire ottoman en pleine expansion souhaite s'entendre et commercer avec l'Occident latin. L'Église catholique va en profiter pour envoyer des missionnaires. Dès 1553 une Église chaldéenne, ralliée à Rome et issue de l'Église nestorienne, voit le jour. Son patriarche porte le titre de patriarche chaldéen de Babylone et de tout l'Orient. Ce mouvement va progressivement toucher toutes les Églises orientales, présentes ou non dans l'Empire ottoman. Pensez par exemple à l'Ukraine.

Royaliste : *Comment les populations et les hiérarchies orthodoxes ont-elles vécu ce phénomène ?*

Jean-Marie Tissier : Très mal, d'autant que la création de ces Églises catholiques va de pair avec une latinisation au moins partielle de leur liturgie et de leur théologie. Ce sera une des causes du rapprochement des orthodoxes chalcédoniens avec l'Empire russe à partir du début du XVIII^e siècle. La *Troisième Rome* se veut l'héritière de Constantinople et la protectrice des Orthodoxes. Le XIX^e siècle verra enfin apparaître les missionnaires protestants (britanniques, allemands, américains) qui vont, eux aussi, créer des Églises orientales de différentes obédiences. Elles n'ont rien à voir avec les Évangélistes actuels. Elles ont fait très vite un effort d'acculturation qui a porté ses fruits, même si encore aujourd'hui, elles restent très minoritaires. Dans certains cas, leur apport est décisif. Ainsi en Égypte, c'est grâce aux Protestants que des Bibles sont imprimées et diffusées en arabe. Ils créent les écoles du dimanche qui après les offices vont offrir



aux fidèles un enseignement catéchétique. L'Église copte orthodoxe va s'en inspirer par la suite.

Royaliste : *Les chrétiens vont-ils lutter contre la politique coloniale britannique et française ?*

Jean-Marie Tissier : Très largement même si cela ne protège pas toujours des massacres (1915). Les uns seront tentés par le nationalisme, les autres seront inspirés davantage par le socialisme. Les coptes s'engagent en faveur de l'émancipation de l'Égypte. Michel Aflak syrien orthodoxe grec est un des fondateurs du courant baasiste. Georges Habache, le leader palestinien fonde le FPLP au début des années 1960. Et puis, il ne faut pas oublier le cas très particulier du Liban, dans la création duquel les Maronites jouent un rôle essentiel. Il se veut dès l'origine un lieu de cohabitation entre chrétiens et musulmans et porteur d'une espérance de paix qui dépasse très largement les frontières du Liban encore aujourd'hui.

Royaliste : *Les chrétiens bénéficient-ils de la mise en place des régimes progressistes des années cinquante plus ou moins d'inspiration nassérienne ou nationaliste ?*

Jean-Marie Tissier : En Égypte la bourgeoisie copte perd beaucoup de l'influence qu'elle avait acquise au soir de la monarchie. Mais dans le même temps, l'Église copte connaît un véritable renouveau. Les monastères se remplissent. Les évêchés sont plus nombreux. La diaspora est davantage encadrée spirituellement. En Syrie, le régime baasiste laisse tranquille les différentes communautés chrétiennes qui bénéficient de la liberté de culte. Il en est de même en Jordanie et en Irak. Mais attention, malheur à ceux qui s'aventurent à critiquer le régime en place. Les années 80 sont des années plus difficiles avec la montée en puissance des mouvements islamistes d'inspiration saoudienne ou qatarie qui utilisent la télévision. Les chrétiens, particulièrement en Égypte, font l'objet de prêches incendiaires. Le régime laisse faire et en cas d'attentats ou de meurtres se contente de prêcher la réconciliation. Au Liban, les accords de Taëf en 1990, réduisent l'influence des chrétiens dans le système politique libanais.

Royaliste : *Et quelle est l'attitude des chrétiens face au Printemps arabe ?*

Jean-Marie Tissier : Face à une situation complexe et qui varie selon les États concernés,

les chrétiens, fidèles et Églises réunis, veulent être des citoyens à part entière, au même titre que leurs compatriotes musulmans tout en prônant la paix et la réconciliation. Ils s'inquiètent de la montée des courants islamistes fondamentalistes ou face à la guerre civile, ils sont amenés à prendre le chemin de l'exil. Mais ils ne sont pas les seuls à redouter l'islamisme politique ou à s'exiler. C'est à la lumière de ces différents éléments qu'il faut apprécier les positions politiques des uns et des autres, en s'abstenant de donner des leçons. Cependant la tentation du repli sur soi peut aussi obérer l'avenir des chrétiens d'Orient.

Royaliste : *Dans ce contexte difficile, que fait l'Œuvre d'Orient ?*

Jean-Marie Tissier : Depuis sa création en 1856, l'œuvre d'Orient s'efforce d'être aux côtés des chrétiens d'Orient, dans les domaines spirituel, sanitaire et scolaire. Elle continue aujourd'hui en aidant particulièrement ceux qui restent et les réfugiés. Elle est convaincue avec d'autres que le Proche-Orient a besoin des chrétiens. Leur départ serait dramatique.

Propos recueillis par Marc SÉVRIEN

Œuvre d'Orient, 20 rue du regard 75006 Paris. Tél : 01-45-48-46. <http://www.oeuvre-orient.fr/>

Politique Blanche

« *De quelle couleur sont les Blancs ?* » titre un ouvrage collectif qui fait appel à plusieurs chercheurs en sciences sociales dans diverses disciplines. Le résultat est éclaté à la mesure de la société qu'ils appréhendent.

Sous-titré : *des petits blancs des colonies au racisme anti-blancs*, il transpose les études dites post-coloniales à la situation sociale contemporaine de notre pays. La grille de lecture préjuge des conclusions : le « blanc », petit ou grand, est toujours dominant, le « noir », majoritaire ou minoritaire, dominé. Plusieurs auteurs se réclament du courant universitaire américain des *études blanches* (whiteness studies) qui étudie les ressorts de la domination blanche plutôt que les seules victimes (black studies). Les mots *blanchité* ou *blanchitude* (par analogie à négritude) n'ont pas encore droit de cité dans la langue française. Les rédacteurs ont donc un certain mal à cerner leur objet d'étude dans le milieu français. Leur ambition est courageuse. Ils ont conscience de « combler un blanc ». Au-delà du discours républicain sur l'universalité et du discours marxiste sur le social, ils cherchent à atteindre ce qui leur échappe à tous deux, à savoir le racisme en ce qu'il n'est pas réductible à l'un ou à l'autre. Il faut bien explorer plus avant pour dépasser les impasses de l'antiracisme républicain et marxiste.

En dépit de tous les principes, pourquoi a-t-on vu apparaître

le racisme antiblancs ? Il est facile de décrire quelques-unes de ses manifestations qu'il ne s'agit pas de nier chez ceux qui s'y adonnent, quelques jeunes des banlieues, pas tous noirs – le rap blanc est évoqué – comme un retournement du « stigmat » postcolonial ou post-esclavagiste. Mais la difficulté est plus grande pour expliquer la démarche de ceux qui s'en plaignent et qui font le lit des partis extrêmes. La catégorie coloniale du « petit blanc » ne se révèle pas un outil adapté pour décrire la condition des « blancs » aujourd'hui dans certaines banlieues sensibles en France. Superficiellement, on suppose que les deux catégories de Blancs expriment des sentiments analogues d'hostilité ou de mépris que l'on qualifie de racistes envers ceux qui les entourent et qui sont la majorité. Les petits blancs, les Blancs en général, étaient une petite minorité aux colonies comme aujourd'hui dans certaines communes de banlieue. Dans la colonie cependant, ils étaient la représentation du pouvoir. En banlieue, ils le sont aussi théoriquement, ne serait-ce que par le droit de vote dont les étrangers sont privés. Mais là où semble pêcher le raisonnement est qu'il n'y a pas continuité entre l'État colonial et l'État républicain,

contrairement à ce que prétendent certains penseurs post-colonialistes.

L'État républicain est un État nation. Même si l'on considère que la décolonisation a entendu transposer le modèle d'État nation aux ex-colonies, on sait bien que, dans beaucoup de cas, il n'en est rien. Même dirigé par des Noirs, ces États sont, comme le disait le président Houphouët-Boigny du franc CFA, « *du pouvoir blanc dans des mains noires*. » Mais cela ne signifie pas qu'en France, la Constitution soit *blanche*, comme en débattent dans un passage du livre Dominique Schnapper et Maboula Soumahoro (débat qui aurait mérité d'être développé). Les parallèles sont ici trompeurs, comme la référence aux États-Unis. Même incarnée par un président de père noir, la politique américaine est « blanche ». Même dans sa relation avec l'Afrique du Sud où elle était représentée par un ambassadeur noir, descendant d'esclaves, l'Amérique reste l'Amérique. Elle n'est pas devenue, comme certains l'avaient espéré avec Obama, *post raciale*. L'héritage de l'esclavage aux États-Unis est différent de celui de la France et différent de l'héritage colonial, ou, pour d'autres considérations, de l'histoire de l'antisémitisme ou encore de celle de

l'immigration. Arrêtons de tout mélanger.

Bref, c'est toujours le même processus régressif qui consiste à réclamer des droits spécifiques sous couvert d'une sorte d'exception culturelle parce que l'on se sent menacé par la **mondialisation** alors même que l'on se situe dans un État de droit et non dans un État blanc ou un État colonial. On peut distinguer schématiquement trois époques : dans la première époque, il n'y a qu'une seule humanité, outre des Noirs en périphérie ; dans un second temps, celui où nous sommes, puisqu'il y a des Noirs, nous devons reconnaître qu'il y a aussi des Blancs, y compris en périphérie ; le troisième temps consisterait à admettre qu'il n'y a pas plus de Noirs qu'il n'y a de Blancs. Si le Blanc n'existe pas, le nègre non plus, comme le disait Frantz Fanon, auteur redécouvert de l'inépuisable *Peau noire, Masques blancs*.

Contrairement au pessimisme ambiant, nous sommes plutôt en bonne voie. Si le phénomène des *petits blancs*, donc le sentiment d'une exclusion, d'une marginalisation de quelques-uns, a ressurgi, c'est en rapport avec l'intégration d'une grande majorité de *non-blancs* dans le groupe majoritaire dit blanc. Indépendamment de la couleur de la peau, les « Blancs » en soi ne sont pas près de cesser d'être majoritaires. En réalité il y a adéquation entre les deux termes : on est en quelque sorte *assimilé*, donc devenu *Blanc* parce qu'on s'est fondu dans la majorité. Mais ce n'est pas une *majorité blanche* de même qu'en Afrique du Sud, la notion de *majorité noire* a perdu son sens du fait même de son avènement. C'est simplement un État de droit.

Yves LA MARCK

« *De quelle couleur sont les Blancs ?* », sous la direction de Sylvie Laurent et Thierry Leclère, Éd. La Découverte, 2013.

La France à la recherche d'elle-même

Comme ses deux précédents ouvrages, dont j'ai rendu compte en leur temps, *Recherches de la France* de Pierre Nora est un recueil d'études composées au cours d'un demi siècle. Ce n'en n'est pas moins un véritable livre, dont l'économie interne n'est en rien factice. Il s'ordonne, comme le titre l'indique lui-même, en une recherche sans doute plurielle, mais tournée vers cet objet complexe qu'est la France. D'autant plus complexe aujourd'hui qu'il est en pleine métamorphose. Son chapitre ultime concerne d'ailleurs cette transformation problématique que nous subissons, tout en y participant. Elle commande forcément la lecture de l'ensemble, car le parcours qui nous est proposé et qui nous permet de comprendre la construction de notre histoire nationale, ne peut que se heurter au sentiment d'une continuité problématique. La France, comme modèle parfait, selon Marx, de la formation d'un processus historique, est aujourd'hui mise à la question, du fait de la concurrence des mémoires et de la surenchère victimaire. Serait-ce l'identité française, telle qu'elle s'était constituée avec la refondation brutale de la Révolution, qui serait épuisée ? Le diagnostic de Pierre Nora nous est particulièrement précieux, parce que son travail d'historien a principalement consisté en l'observation de ce phénomène singulier qu'est notre existence nationale. Même lorsqu'il se concentrait sur la discipline que constitue la recherche historique, en ses diverses étapes, c'est le roman national qu'il envisageait. Jules Michelet, c'est bien « l'hystérie identitaire », avec toutes les désinences possibles de son étonnant génie : « *Il y a un Michelet-de Gaulle et un Michelet-Pétain, il y a même un Michelet-Thorez et – horresco referens – un Michelet-Le Pen. Devant cette figure de Michelet et sa fonction, un historien de la France, aujourd'hui, ne peut qu'être partagé entre l'attrait et la répulsion, entre l'horreur et la fascination.* »

Et que dire de Lavisser ? « *L'instituteur national* » qui opère une républicanisation de la mémoire en récupérant le passé monarchique et en établissant tout un équilibre : « Équilibre entre la recherche et l'enseignement, qui donne au magistère d'historien la direction de la conscience nationale et fait de lui l'interprète et le garant du mythe. Équilibre d'une France qui a mis un siècle à faire entrer dans les mœurs une Révolution qui n'est pas encore relayée par les menaces d'une autre. » Ce n'était pas une mince affaire que d'obtenir cette vision d'ensemble réunifiée, car la césure de la Révolution a été d'une violence inouïe, sans aucun exemple en Europe : « *À quelque date symbolique qu'on situe l'avènement de la nation, la Révolution a installé une dynamique de la continuité et de l'unité nationale sur la négation de l'unité et de la continuité nationale.* » Ce qui explique qu'en France « *l'histoire et la politique sont éternellement chargées de recoudre la robe déchirée du passé national et de refaire une France avec deux France,*

une seule nation avec deux nations, une histoire avec deux histoires. » Pierre Nora ne sous-estime nullement l'importance intellectuelle de la séquence de l'Action française, qu'il définit comme « *l'envers de la République* » et dont l'entreprise aurait consisté à ruiner l'identification définitive du pays à l'avènement d'un régime qui voulait s'établir dans la durée. Son élucidation intéressante n'entraîne pas mon adhésion entière, parce que la complexité du sujet n'est pas soluble dans la recherche d'un seul fil directeur. Je suis aujourd'hui frappé par un fait inaperçu de l'historiographie. A-t-on remarqué que l'homme politique le plus proche de l'AF fut peut-être Georges Mandel (!), ami intime de Jacques Bainville et ancien collaborateur de Clemenceau qui, lui-même, à la fin de sa vie, s'était considérablement rapproché du mouvement maurassien ? Mais ce n'est qu'un aspect des choses qui nous renvoie à la célèbre formule de Marc Bloch. L'amour de la France devrait conduire à unir dans la même vénération le sacre de Reims et la fête de la Fédération, mais c'est un objectif qui ne saurait être obtenu qu'au prix d'une suspension de l'eschatologie révolutionnaire. Pour François Furet, c'était chose faite. Pour Vincent Peillon, aujourd'hui encore, c'est inadmissible, il faudrait plus que jamais réveiller la religiosité républicaine !

Mais cette problématique n'est-elle pas obsolète, dès lors que c'est l'identité nationale qui est en péril et qu'à la généalogie des historiens qui ont bâti le roman national s'est substituée une entreprise de déconstruction et s'est instruit un procès qui n'en finit plus contre une histoire maudite. Pierre Nora est tout à fait conscient de l'énormité du défi, d'autant qu'il en analyse tous les aspects avec plus de sagacité que quiconque. Pour autant, il n'entend pas se laisser terroriser – le mot n'est pas excessif – par une entreprise qui aboutirait, à force, à paralyser la liberté de l'esprit et de la recherche. Il n'y va pas par quatre chemins : « *La rétrospection dans le passé du crime contre l'humanité comme stade suprême de l'indignation est typique du moralisme anachronique qui préside au tribunal de l'histoire.* » La tragédie de la Shoah, a produit, en effet, par contagion « *un règlement de compte rétrospectif et une criminalisation générale du passé.* » Et par voie de conséquence les militants bigarrés de la quête identitaire ne tolèrent les historiens que s'ils se font militants de la mémoire. De leur propre mémoire !



par Gérard Leclerc

Une nuance importante à ce tableau général. Toutes les revendications mémorielles particulières sont en demande d'une reconnaissance qui passe nécessairement par une officialisation : « *Il faut le symbole, la loi, la Constitution, la parole officielle de l'État. Les commémorations nationales instituées depuis une quinzaine d'années et qui doublent le nombre de celles qui existaient depuis plus d'un siècle ont beau ne contribuer qu'à l'usure et à l'atomisation de la commémoration républicaine, ou n'exprimer que le poids des revendications associatives (...)* l'important est que ces commémorations soient nationales. » Serait-ce à dire qu'en dépit de cet éclatement, il y aurait toujours une communauté en devenir et en mouvement, à la recherche d'une relative cohérence ? Une telle hypothèse est sans doute assez optimiste car il s'agit tout de même de se débattre contre des tendances dissociatrices. Pierre Nora, à sa façon, ne continue-t-il pas l'œuvre de ses prédécesseurs en se défendant contre tous les chantages qui s'opposent à son autonomie d'historien ? Sans doute, n'est-il pas dans la situation d'un Michelet et d'un Lavisser, mais en gardant l'indépendance de sa discipline, il permet la perpétuation d'une mémoire qui peut demeurer notre bien commun et notre trésor inépuisable.

Pierre Nora – « *Recherches de la France* », NRF Gallimard.

Gagner sa servitude ?

À un moment où notre Président de la République annonce son *tournant libéral* (à 180 degré !) après avoir dénoncé le monde de la finance comme son ennemi principal pendant sa campagne, se plonger dans le livre de Flore Vasseur c'est approcher l'idée que plus rien n'a d'importance ni de conséquence, que ce soit parce que l'on dit, ce que l'on promet, ou ce que l'on fait.

Pour son dernier livre de fiction *En bande organisée*, Flore Vasseur, auteur remarqué par la NAR de *Comment j'ai liquidé le siècle*, part d'un postulat non fictionnel : le bidouillage des comptes grecs pour remplir artificiellement les conditions d'adhésion à l'euro organisé par une banque nommée Folman Pachs.

Elle décrit amèrement mais avec jubilation une France au bord de la perte de contrôle des finances publiques, « *un cauchemar de technocrate* » qui ne tient que grâce à des taux d'intérêts maintenus faibles. Elle évoque le sort des nations où le pouvoir passe des Parlements aux conseils d'administration de multinationales aussi riches, voire plus, que les États et surtout beaucoup plus rapides et fluides dans leur capacité de décision ; l'extrême solitude morale de ces hommes aux sommets, comme celles des journalistes d'investigation soupçonnés d'échafauder des théories du complot par une presse, dernier rempart des pouvoirs en place.

Elle décrit également cette véritable population de journalistes dont le nombre va grandissant avec pour corollaires des situations professionnelles extrêmement précaires et des formations de *petits soldats du journalisme*, (1) obsédés

par l'occupation de l'espace, jonglant entre les partenariats, les échanges marchandises, les annonceurs, et le marketing de soi, qui se contentent de développer une pensée sans risque.

Et puis elle esquisse une parodie des hauts fonctionnaires qui « *récitent la liste des départements à l'envers pour s'endormir* », ne doutent jamais d'eux-mêmes ni de leur avenir, parvenus moins par talent que par observation scrupuleuse des règles.

Quand ça fait pschitt

Mais ce dont elle parle avant tout, c'est de la *catatonie* qui frappe les populations, d'une *vérité (qui) n'a aucune valeur, où tout est une question de bonne histoire à raconter*. C'est sans doute d'ailleurs cela le danger ultime : l'impunité souveraine et despotique, la dévalorisation de tout acte et de tout propos. Elle ajoute : « *c'est*

moins le hold-up de la finance qu'une démission, par intérêt personnel, du politique. » Clara la journaliste qui a tenté de jouer les lanceurs d'alerte ne sera pas une paria bien longtemps, elle

ne sera pas sanctionnée mais mise en congé, car bien entendu il ne s'est juste rien passé, « *les Français continuent à râler devant la télé et la presse à canarder le pouvoir en étouffant la moindre alterna-*

tive. » Pschitt.

Flore Vasseur, c'est vraiment une emmerdeuse. Un jet d'eau froide rafraichissant dans un torrent d'eau tiède.

Penser le changement

Pour contrer des élites qui préfèrent « *changer le pansement* » plutôt que de « *penser le changement* » (Pierre Dac !), Bruno Gaccio vient de produire un petit opuscule *Petit manuel de survie à l'intention d'un so-*

cialiste dans un dîner avec des gens de gauche. Le titre parle de lui-même et le contenu tient sa promesse : pertinent et drôle.

Il y suggère différents cas d'école de dîners au cours duquel un socialiste devrait justifier son parti et ses actions face à des gens de gauche sincères et forcément déçus. Il nous décrit une Allemagne dont les ressortissants auraient subi le traitement de la grenouille ébouillantée délicatement et imperceptiblement. En effet, une grenouille plongée dans l'eau bouillante, choquée, saute immédiatement. Il avance que les accords Hartz I, puis II et III, et surtout le IV, (dont François Hollande fait aujourd'hui l'éloge) ont plongé les Allemands dans une eau tiède, dont la température est montée petit à petit. Maintenant que l'eau bout et qu'ils vont être ébouillantés, ils sont paralysés.

Il a également lancé un mouvement politique *Nouvelle donne* (référence au New Deal de Roosevelt) avec l'économiste Pierre Larrourou et le sociologue Edgar Morin, entre autres qui avance 20 propositions qui remettent profondément en cause le fonctionnement européen. Cela va-t-il encore faire pschitt comme le suggère une défaitiste journaliste de Télérama ?

Einstein disait : « *c'est pure folie que de faire sans arrêt la même chose et d'espérer un résultat différent.* » La folie touche ainsi largement les membres de notre élite qui promettent l'intenable en refusant de modifier les règles de l'échec. Toutes les démarches de la société civile sont donc bonnes à prendre et à encourager, à partir du moment où, tout le monde le sait, ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières.

Kristine MASSA

Flore Vasseur – « *En bande organisée* ».

(1) François Ruffin – « *Les petits soldats du journalisme* », Éd. Les Arènes, 2003.



Phynances

L'année 2013 n'a pas été facile. Deux défis à relever : déménager et s'installer. Le déménagement s'est déroulé moyennement et nous a laissé un énorme travail à effectuer en un temps record. Nous y sommes parvenus grâce à l'engagement de nombre de nos amis.

Pour sa part, l'installation a été plus compliquée. L'absence d'Yvan Aumont s'est faite sentir et nous avons été obligés de nous réorganiser totalement. L'aménagement des locaux a été menée à bien parce que tout le monde s'y est mis.

Notre organisation nouvelle est assez différente de la précédente. De nouveaux locaux impliquaient le remplacement et l'acquisition de mobilier et d'équipement qui permettraient la bonne marche de notre organisation dans une année 2014 dont beaucoup de choses indiquent qu'elle sera importante et peut-être décisive pour l'avenir de notre pays. La NAR ne peut évidemment pas envisager de rester absente des mouvements qui se dessinent.

Chaque année, nous demandons à tous et à chacun de nos amis de fournir un effort financier supplémentaire à celui qu'ils apportent déjà par leurs cotisations et/ou leur abonnement à notre journal. Durant de nombreuses années, ces apports étaient parfaitement essentiels à l'équilibre de nos comptes. Ainsi, nous avons pu pratiquement boucler le budget 2013 malgré le surcoût important occasionné par le changement de locaux, une quinzaine de milliers d'euros.

D'autres investissements pointent à l'horizon pour assurer notre pérennité et notre développement, notamment pour les «Mercredis de la NAR» ou les autres événements que nous souhaitons organiser. Notre organisation actuelle coûte moins cher que la précédente malgré le surcoût important du loyer que nous avons maintenant à acquitter. Pour autant, nous ne nous en tirerons jamais sans vous.

Certains de nos amis ont déjà anticipé notre appel de fonds et bien naturellement nous les en remer-

cions chaleureusement. Comme nous remercions tout aussi chaleureusement ceux qui répondront présents à la levée de fonds qui débute à la parution de ce numéro 1050 de *Royaliste*.

Comme à l'accoutumée, vous avez le choix du montant et des moyens de paiement : Compte Paypal, espèces, chèque à l'ordre de la NAR.

Internet

La page d'accueil de notre nouveau site internet...

A déjà changé et changera encore. Grâce à vous... Ainsi, nous vous demandons de participer à l'effort en proposant vous-même les illustrations qui figureront à l'entrée du site : tableaux, gravures, photos, etc. qui vous paraîtront le mieux refléter ce que nous sommes et l'histoire que nous représentons.

Le concours s'ouvre donc et les propositions les plus pertinentes (ou impertinentes du reste), se verront récompensées.

Durant deux mois, nous faisons appel à votre goût, votre perspicacité, voire votre grain de folie...

Toutes vos propositions sont à expédier à : info@nouvelle-action-royaliste.fr

C'est parti !

Adhésions

Poursuivre le mouvement...

Le dernier trimestre 2013 et les premières semaines de 2014 ont vu l'arrivée d'un nombre intéressant de nouveaux membres pour la NAR. Merci à eux d'avoir franchi le pas.

Ces apports nouveaux enrichissent la NAR et lui font gagner des forces tant humaines, qu'intellectuelles et financières.

Les temps qui se présentent devant nous vont être actifs et passionnants...

Alors : Rejoignez-nous !

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :
info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>
<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Alors, on fait quoi ?

Le dernier éditorial se terminait par une adjuration - *Ne laissons pas faire ceux qui ont trahi* – qui a provoqué la question lapidaire d'une lectrice : « *Alors, on fait quoi ?* ». Mais qui, *on* ? Notre journal est lu par des militants de la Nouvelle Action royaliste et par des amis qui ne partagent pas notre conviction royaliste. L'ensemble forme un groupe de taille modeste mais cohérent. Nos amis ont compris que la NAR envisage la monarchie royale comme l'une des modalités de la République, autrement dit comme une institution qui permet, autant que possible, la réalisation du Bien commun.

C'est là un projet à très long terme, qui conserve son actualité. Les plus réservés de nos lecteurs savent que la symbolique monarchique et royale compte pour beaucoup dans la constitution de notre identité historique et constatent qu'elle inspire à la NAR une conception rigoureuse du Politique, qui s'affirme comme exercice pratique de la légitimité et de la souveraineté. **Souveraineté** nationale et souveraineté populaire, selon les principes communs. *Légitimité* que le pouvoir acquiert par inscription délibérée dans l'histoire nationale, par le consentement populaire, par le service rendu à la justice et à la liberté. Notre souci de la défense nationale, de l'équilibre du continent européen et du rôle de la France dans le monde procède de cette conception du Politique qui est l'œuvre, toujours enrichie, de chercheurs appartenant à diverses traditions. Cela signifie que la Nouvelle Action royaliste est tout le contraire d'une secte : elle ne

cultive pas une mystique, elle n'a pas forgé une idéologie, elle reconnaît toutes ses dettes intellectuelles et c'est pourquoi elle peut agir en toute clarté avec ses amis dans ce *parti des politiques* qu'on peut tout aussi bien appeler *parti patriote* ou *parti républicain*.

Nous savons avec qui agir. Mais alors que fait-on ? Nous participons au réveil de la mémoire nationale, à la lutte contre l'ultra-libéralis-



me, l'atlantisme et l'européisme, à l'élaboration du programme de la renaissance... Nous sommes, depuis longtemps, dans ce travail de la pensée qui nous permet de définir les objectifs communs : puisque nous subissons l'oligarchie qui vise ses intérêts particuliers, il faut rétablir le gouvernement selon l'intérêt général – la République. La trahison des élites ouvre une crise politique décisive : les dirigeants de droite et de gauche ont perdu toute légitimité ; il faut par conséquent renvoyer dans leurs foyers ceux qui violent quotidiennement la Déclaration de 1789, le

Préambule de 1946 et la Constitution de 1958.

Cet objectif révolutionnaire implique une stratégie qui se déploie depuis plusieurs années. Le point faible de l'oligarchie est ce qu'elle défend avec obstination : l'euro. Nous avons à convaincre nos concitoyens que cet euro est la monnaie de l'abdication politique et l'instrument d'une impitoyable guerre de classe. C'est à partir de l'effondrement de la zone euro que nous pourrions nous rassembler dans une formation structurée et lancer une offensive générale afin de porter au pouvoir le parti patriote.

Pour le moment, chacun peut agir dans son parti, dans son association, dans son syndicat pour expliquer que la sortie de l'euro est la première condition du redressement économique et social. (1) Cette tâche militante est favorisée par le travail considérable qui a été accompli par les économistes hétérodoxes ; elle est amplifiée par les réseaux sociaux, qui permettent d'ignorer les grands médias frappés par une crise de crédibilité sans précédent. Il faut se consacrer à la lutte contre l'euro sans se laisser distraire par les opérations de diversion menées par la presse et par le gouvernement. Il faut s'y consacrer sans se laisser intimider par la propagande oligarchique qui vise à présenter les adversaires de l'euro comme des extrémistes complices du Front national ou rattachés à cette formation : pour nous, pour nos amis, la xénophobie est une diversion qui porte en elle la guerre civile alors qu'il est urgent de rassembler les citoyens de toutes origines, quelles que soient leur religion et leur tradition politique sur un programme de crise qui conduira à la définition d'un programme de gouvernement. La destruction de la zone euro, ce n'est qu'un début. Mais il faut commencer par le commencement.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'éditorial du numéro 1041 : « *Comment dissoudre l'euro ?* » et la page 2 de ce numéro.